



# MASTER 2

## Droit du travail expert

### Université de Bourgogne

Synthèse réalisée à partir de la revue LIAISONS SOCIALES

Auteur : Catherine PERRIN

## ACTUALITÉS SOCIALES du 29 avril au 3 mai 2019

### CONDITIONS DE TRAVAIL (DURÉE, RUPTURE, CDD...)

LS 29/04	<p><b>Le Parlement Européen a voté le 16 avril 2019 un proposition de règlement pour la création d'une Autorité européenne du travail</b></p>
	<p>Le règlement décline 4 objectifs : faciliter l'accès aux informations en matière de mobilité de la main d'oeuvre, renforcer la coopération entre les Etats membres en ce qui concerne le respect du droit de l'UE, assurer une médiation en cas de différends transfrontières, soutenir la coopération entre Etats membres dans la lutte contre le travail non déclaré.</p>
LS 30/04	<p><b>La Dares analyse les comportements des employeurs face à l'utilisation des contrats courts</b> <i>Dares Analyse n°019, avril 2019</i></p>
	<p>La part des CDD de très courte durée (inférieur à un mois) est de plus en plus importante, elle est concentrée sur un nombre réduit de personnes, les entreprises disposant d'un vivier d'anciens salariés travaillant pour elles. Les perspectives d'embauche en contrat plus long ou en CDI sont faibles pour ces salariés.</p>
LS 02/05	<p><b>Index égalité F/H : le défaut de publication des indicateurs peut désormais être sanctionné</b> <i>Décret n°2019-382 du 29 avril 2019 - JO 30 avril</i></p>
	<p>Depuis le 1er mai 2019, une procédure de sanction peut être engagée contre un employeur n'ayant pas publié l'index de l'égalité F/H ou défini les mesures de correction en cas de résultats insuffisants (&lt; 75 points). Les modalités de mise en demeure par l'administration, préalable à l'application de la pénalité prévue et l'assiette de calcul de cette pénalité sont redéfinies.</p>
LS 03/05	<p><b>Emplois francs : les conditions de recours sont élargies</b> <i>Décret n°2019-365 du 24 avril 2019 - JO 26 avril</i></p>
	<p>Les modalités de mise en œuvre des emplois francs sont assouplies : les adhérents à un contrat de professionnalisation sont désormais éligibles, le délai dont dispose l'entreprise pour déposer sa demande passe de deux à trois mois.</p>

### ÉCONOMIE

LS 29/04	<p><b>Mesures sociales présentées le 25 avril 2019 par le Président de la République à l'issue du Grand Débat</b></p>
	<p><b>Principales mesures sociales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- objectif 7 % de chômage en 2022 et plein emploi en 2025</li> <li>- maintien de l'âge de départ en retraite à 62 ans, allongement de la durée de cotisation ou décote</li> <li>- réindexation sur l'inflation des retraites de moins de 2 000 € au 1er janvier 2020 et de toutes les pensions en 2021,</li> <li>- seuil minimal de 1 000 € pour les retraités ayant eu une carrière complète</li> <li>- reconduction de la prime MACRON,</li> </ul> <p><b>Autres mesures annoncées :</b> pas de fermeture d'hôpitaux pendant la durée du quinquennat, réorganisation de l'Etat, réforme constitutionnelle (introduction d'une part de proportionnelle), simplification des règles du référendum d'initiative partagée.</p>
LS 29/04	<p><b>Saisine du Conseil constitutionnel sur la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises</b></p> <p>Un recours est déposé par les députés des groupes LR, FI, PS, GDR. Les principaux points soulevés portent sur la privatisation d'ADP et de la Française des jeux.</p>

<b>LS 30/04</b>	<b>Le chômage continue de reculer au premier trimestre 2019</b> <i>Dares Indicateurs n°021 avril 2019 &amp; Pôle emploi</i> Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recule de 0,7 % au premier trimestre, sur un an de 1,5 %.
<b>LS 02/05</b>	<b>Assurance Chômage et contrats courts : il y aura bien un bonus-malus</b> <i>AFP</i> Dans un entretien au Echos, la ministre du travail indique qu'un décret est prévu cet été dans le cadre de la réforme de l'assurance chômage et traitera : des contrats courts, d'un bonus-malus, de la permittance, et de l'indemnisation des hauts revenus (les cadres).
<b>LS 03/05</b>	<b>Exonération des heures supplémentaires et pouvoir d'achat</b> Selon Matignon la défiscalisation et la désocialisation des heures supplémentaires rapportera 3 milliards d'euros de pouvoir d'achat en 2019.
<b>FORMATION</b>	
<b>LS 30/04</b>	<b>98% des recommandations de France compétences sur les coûts-contrat d'apprentissage ont été suivies</b> Seules 123 recommandations sur 6728 n'ont pas été suivies par 14 commissions paritaires de branche. Un prochain décret définira les niveaux de prise en charges définitifs des branches professionnelles et des diplômes concernés.
<b>PROTECTION SOCIALE</b>	
<b>LS 30/04 Page X</b>	<b>Aide aux aidants familiaux dès 2020</b> <i>Ministre des Solidarités, Agnès BUZIN, 26 avril 2019, RMC et BFMTV- AFP</i> Le gouvernement prendra dès 2019 des mesures en faveur des « aidants » familiaux. La ministre est favorable à un congé rémunéré et/ou des droits contributifs à la retraite.
<b>LS 02/05</b>	<b>La liste des établissements ouvrant droit à l'Acaata</b> <i>3 Arrêtés du 19 avril 2019 - JO 25 avril 2019</i> La liste des établissements de fabrication flocage et calorifugeage à l'amiante, la liste des établissements et métiers de la construction et de la réparation navales sont complétées.
<b>LS 02/05</b>	<b>La procédure de reconnaissance des AT-MP changera au 1er décembre 2019</b> <i>Décret n°2019-356 du 23 avril 2019 - JO 25 avril</i> La nouvelle procédure encadre la formulation des réserves par l'employeur et séquence, dans des délais précis, la phase d'instruction des dossiers
<b>RELATIONS SOCIALES (DROIT SYNDICAL ; IRP ; CONVENTIONS ET ACCORDS)</b>	
<b>LS 30/04</b>	<b>Parité des listes de candidats : la Cour de Cassation étoffe son mode d'emploi</b> <i>Cass.Soc. 17avril 2019, N°17-26.724 FS-PB &amp; n°18-60.173 FS-PB</i> Lorsque 2 postes sont à pourvoir, un syndicat peut présenter une liste incomplète sous réserve que les règles de parité soit respectées. Si tel n'est pas le cas il incombe au juge d'annuler l'élection du dernier élu du sexe surreprésenté en suivant l'ordre inverse de la liste de candidat. Cependant cet ordre peut être impacté par des ratures affectant la liste (2ème arrêt).